

respondance, déclarations d'enquête, procédures de cour, rapports et ainsi de suite en possession des ministères de la Justice et des Douanes touchant une prétendue violation de la loi des spiritueux dans ou à un des entrepôts de douane d'Halifax.

Un autre de l'honorable député d'York-Sunbury (M. Hanson) datée du 6 mai, demandant copie de la correspondance du ministère des Travaux publics au sujet du quai de Matane.

Une autre venant de l'honorable député de Fort-William et Rainy-River (M. Manion) demandant copie de tous les rapports et mémoires relatifs à l'île Wrangel. Elle a été faite le 11 mai.

Une autre de la même date émanant de l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens) demandant les états préparés par MM. Wilson et Wilson, apurateurs, au sujet de l'exploitation de l'élévateur n° 1—je crois savoir que cela a été déposé aujourd'hui.

Une autre venant du député junior d'Halifax (M. Black) au sujet des fonds du trésor fédéral dépensés par la commission nationale ou des Champs de bataille de Québec; et demandant combien de ces fonds ont été dépensés dans les Provinces maritimes.

Une autre en date du 11 mai, venant de l'honorable député de Vancouver-Centre (M. Stevens), au sujet du nombre des élevateurs à grain exploités par le gouvernement du Dominion, par les commissaires des ports ou par le National-Canadien, ou sous-loués de ces corporations.

Cette liste est plutôt formidable, mais ne comprend cependant que les ordres donnés par la Chambre jusqu'à il y a un mois. J'aimerais entendre une déclaration du Gouvernement expliquant la cause de ces retards et nous disant quand nous pouvons attendre les dépôts.

Le très hon. MACKENZIE KING: La liste que mon très honorable ami vient de lire est fort longue, mais elle ne se compare pas avec celle des dépôts que nous avons remis à la Chambre. S'il y a eu des retards cela provient du fait que le nombre des ordres de dépôt de documents a été excessivement élevé et que certains étaient fort chargés. Aujourd'hui même les membres du cabinet ont discuté cette question dans le but d'expédier les dépôts et nous avons fait appel aux divers ministères afin qu'ils s'efforcent de remplir les ordres de la Chambre aussi rapidement que possible.

AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Le très hon. M. MEIGHEN: Le Gouvernement peut-il nous dire s'il a d'autres pro-
[Le très hon. M. Meighen.]

jets de loi à présenter au cours de cette session et, dans ce cas, ce qu'ils sont?

Le très hon. MACKENZIE KING: Je crois que tout ce qu'il y a d'important se trouve au Feuilleton. Il y a un autre petit projet que le ministre intérimaire des Finances a mentionné aujourd'hui, relatif à la commission des Champs de bataille, et encore un autre relatif à la loi de l'Audition, comportant très peu de modifications, je crois. Tous les projets de législation, sauf ceux-là, sont déposés actuellement, je pense.

Le très hon. M. MEIGHEN: Je suis certain que l'honorable député de Bow-River (M. Garland) sera heureux d'apprendre cela.

M. GARLAND (Bow-River): Et le crédit agricole?

Le très hon. MACKENZIE KING: J'ai oublié de dire que le Gouvernement a l'intention de présenter une mesure relative au crédit agricole.

L'hon. M. LAPOINTE: J'aurai peut-être à présenter aussi un bill relatif à un refuge pour les filles dans les Provinces maritimes, mais rien de contentieux.

REMBOURSEMENT DES DROITS SUR LE "DUMPING"

M. STANSELL: Le *Canadian Countryman* a publié dans une de ses récentes éditions le compte-rendu d'une conférence prononcée par M. L. E. Taylor, secrétaire de l'association des producteurs de tomates de la Colombie-Anglaise devant l'association des maraîchers de l'Ontario, dans laquelle il dit que les amendes imposées régulièrement pour la vente à vil prix des fruits et légumes ont été entièrement remises par le Gouvernement. Je désire savoir si c'est la pratique générale relativement à la mévente, ou si cela ne se fait que pour les produits de la ferme. M. Taylor déclare que les amendes ont été entièrement remises dans tous les cas de mévente des fruits et de légumes des Etats-Unis.

L'hon. M. CARDIN: Je réponds: non.

ADOPTION D'UN PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DE L'IMPOT DE GUERRE SUR LE REVENU

L'hon. M. ROBB (ministre intérimaire des Finances) propose la troisième lecture du projet de loi (bill n° 183), tendant à modifier la loi de l'impôt de guerre sur le revenu, 1917.

M. GOOD: Avant que ce bill soit lu pour la troisième fois, je crois à propos de faire une déclaration. Lorsque la deuxième lecture fut proposée, j'émis l'idée de réserver le bill jusqu'à ce que le comité des comptes publics pré-